76

Jui-aout 2020

LE SIOUX

MENSUEL d'histoire et de tactique militaire

SOMMAIRE

Bataille P. 2

Le coin du préparant P. 8

Fiche de lecture P. 9

Histoire P. 13

Personnage Atypique P 18

Le Sioux vous conseille P.21

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. » Cours de tactiques 1922, Tomes II »

Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction :

LCL ® de LEMOS

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :

lesiouxnewsletter@yahoo.fr

EDITO.

Chers Lectrices et Lecteurs, L'été est là, les vacances aussi. Donc comme chaque année, le Sioux ne sortira pas en août, mais il reviendra en septembre.

Je tiens à remercier le capitaine SOULARD qui nous partage son article sur la formation du bataillon de Chasseurs du Liban entre janvier et août 1927.

La fiche de lecture traite de l'ouvrage du général Dayan, malgré une évidente sécheresse stylistique absolument typique d'un journal de marche, l'ouvrage de Moshé Dayan est captivant pour mieux appréhender le rôle moteur du chef militaire tant au front qu'au sein de son État-major.

Kolwezi, mai 1978, ce n'est pas qu'une chanson de Jean Pax Mefret, c'est aussi une opération aéroportée, qui a permis d'assurer l'évacuation de quelque mille Européens et d'affirmer la détermination de la France. Le général GAUSSERES évoque les enseignements et le bilan de cette opération, ainsi que les clés du succès qui reposent sur le renseignement, la conception, la coopération interarmées, les télécommunications etc...

Le personnage atypique est un compagnon de la libération et, fait unique dans l'ordre de la Libération, ses frères Emmanuel et Henri sont également compagnons de la Libération.

Le Sioux vous conseille souvent des ouvrages pour adultes, rarement pour les enfants, or, ici, deux officiers du 3e RH publient un livre illustré pour les 4- 8 ans, relatant quelques détails de la vie quotidienne en opérations dans le désert africain.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook https://www.facebook.com/groups:/782917638416377/ que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à **lesiouxnewsletter@yahoo.fr**.

Bonnes vacances.

LCL® Nicolas de LEMOS,

BTIAR, 26e Promotion de l'EDG.

Toutes mes condoléances à la famille du 1re CL Alexis BATTU, réserviste au 40RA.

La formation du bataillon de Chasseurs du Liban (Janvier-août 1927)

Le bataillon des Chasseurs libanais, né pendant l'entre-deux guerres, n'a survécu que quelques temps à l'Armistice de juin 1940. Il plonge pourtant ses racines dans le premier conflit mondial. Ses premières missions visent à pacifier une région sous haute tension.

Alors que les soldats sont engagés en pleine bataille de Verdun, les Alliés ouvrent un front au Moyen-Orient, pour contrer l'armée ottomane qui fait cause commune avec l'Empire allemand.

La France décide le 15 novembre 1916 de prêter son concours aux populations arméniennes et syriennes désireuses de combattre contre les Turcs. Elle crée le Détachement français de Palestine-Syrie (DFPS - lire encadré) fort de 5.000 hommes dont un régiment de la Légion d'Orient qui stationne à Chypre. Cette dernière peut accueillir des volontaires arméniens et Syriens de nationalité ottomane. Ils sont envoyés à Marseille et Bordeaux, pour la prise en compte administrative et la formation militaire avant de revenir à Chypre. La Légion d'Orient est encadrée par des officiers et des sous-officiers français, sous le commandement du commandant d'infanterie Louis Romieu. Elle est aussi déployée en Cilicie (Cukurova), sur la côte du Sud-Est de l'Asie Mineure (Turquie d'aujourd'hui) -

Cette Légion d'Orient qui joue un rôle très important dans l'offensive alliée de 1918 et dans l'occupation de la Palestine, du Liban et de la Syrie, est renommée le 3 janvier 1919. Elle devient Troupes Françaises du Levant (TFL) composée d'une légion arménienne et d'une légion syrienne. La première connaît de nombreux incidents : les légionnaires arméniens et la population arménienne en viennent à se battre, côte à côte, contre la population et la gendarmerie turque. On relève des blessés et des morts. La légion arménienne est dissoute à partir du 1er septembre 1920. Ne reste que la légion syrienne à laquelle le gouvernement français décide d'adjoindre en 1921 les Troupes Auxiliaires du Levant (TAL) chargées de former les cadres, les officiers, sous-officiers spécialistes et techniciens de toutes les armes, tout en les préparant à devenir autonomes. La Légion syrienne se dote en 1921 d'une École Militaire qui lui est spécifique, où sont formés ensemble les officiers,

les sous-officiers et les traducteurs libanais et syriens.

Soulèvement druze

À partir de 1924, les gouvernements libanais et syriens bien que sous protectorat français commencent à aider la France en matière de dépenses militaires. En effet, la mission de ces troupes consiste à maintenir l'ordre et défendre les États du Levant et les voies de communication de l'Armée du Levant. Car le nationalisme arabe qui est né de l'éphémère royaume de Fayçal en 1920 (avril-juillet 1920) s'exprime à nouveau à partir de juillet 1925 à travers la Révolte Druze ou Grande Révolte. Elle se déclenche dans le djebel druze avant de s'étendre à la Syrie et au Sud Liban. L'indépendance et l'unité syriennes sont les deux revendications défendues par les nationalistes pendant l'insurrection. Cette dernière

se traduit par le massacre de populations chrétiennes.

C'est pendant ce soulèvement que le Gouverneur du Grand Liban, le général Henri Gouraud (1867-1946), décide, par un arrêté daté du 26 janvier 1926 , la création « d'un corps de chasseurs à pied libanais, composé de compagnies, dont le nombre sera fixé suivant les besoins et les disponibilités budgétaires et dont l'emplacement sera déterminé d'après les circonstances ». La mission de ces chasseurs consiste à défendre le territoire national, à contribuer au maintien de la sécurité par la surveillance des frontières et des voies de communication et en participant, le cas échéant aux opérations militaires.

En fait, chaque compagnie comprend un effectif de 125 hommes auxquels s'ajoutent les cadres de l'armée française ainsi que « deux lieutenants ou sous-lieutenants, cinq sergents, dont un comptable et huit caporaux » d'origine libanaise et issus de légion syrienne ou des militaires nord-africains .

Pour s'engager il faut être âgé d'au moins 18 ans, ne pas avoir « subi au corps de punitions graves », offrir « toutes les garanties de moralité et n'avoir pas de condamnation dans la vie civile » et naturellement être physiquement apte.

La durée d'engagement de ces recrues volontaires peut varier de trois à six mois et être renouvelés de 1 à 3 mois. Si la résiliation est motivée par des considérations d'ordre disciplinaire, aucune indemnité n'est versée. Les soldes des militaires des compagnies de Chasseurs libanais sont les mêmes que celles des militaires du grade correspondant dans la gendarmerie libanaise.

S'ils sont blessés au combat, malades, ou deviennent impotents, il leur est octroyé la somme de quinze livres libano-syriennes or, à titre de réparation. S'ils meurent au combat, leur famille (veuve, enfants ou ascendants) perçoivent une somme de 25 livres libano-syriennes or.

8 puis 5 compagnies pour les Chasseurs

Les Chasseurs libanais sont officiellement créés le 1er janvier 1927 quelques semaines après la fin de la Grande Révolte. Ses soldats ne disposent pas, à leur création, d'uniformes. Peu à peu, celui se forme : capote kaki, parements verts, colback. Des escadrons de garde mobile (escadrons légers du Levant), des pionniers (génie) ainsi que des gardes ruraux sont adjoints aux Chasseurs libanais. Les escadrons sont composés en particulier composés de Druzes, de Tcherkesses et de Kurdes. Avec les Chasseurs libanais, ils relèvent de l'autorité militaire (Gamelin) en lien direct avec le Haut-Commissaire (Gouraud).

Le JMO des Chasseurs libanais s'ouvre le 1er janvier 1927. Les ordres sont clairs : ce bataillon comprend huit compagnies.

Les 1ère et 2e compagnies stationnent à l'école russe de Beyrouth pour y continuer leur

formation. La 3e compagnie est envoyée, avec la compagnie de Pionniers, à Andaketà une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Tripoli, près de l'actuelle frontière syrienne. C'est Khiam, village situé à trois kilomètres au sud-est de Marjayoun qui accueille les 4e et 8e compagnies. Le 5e compagnie prend ses quartiers à Ras-Baalbek et la 6e à Baalbek, villes distantes d'une trentaine de kilomètres. Quant à la 7e compagnie de Chasseurs libanais, elle est basée à Hasbaiyya, dans l'extrême sud Liban, à une dizaine de kilomètres des célèbres fermes de Chebaa .

Le mois de janvier 1927 est principalement consacré à l'instruction. La 3e compagnie affectée à la réfection de la route de Qoubayat reprend l'instruction le 17 janvier et le 20 janvier, le chef de Bataillon Denis, provenant du 65e régiment de tirailleurs marocains prend le commandement des Chasseurs libanais.

Le 1er février, le général Gamelin décide la suppression des 6e, 7e et 8e compagnies et réorganise les Chasseurs libanais en un état-major de bataillon à effectif réduit, cinq compagnies d'infanterie à 125 hommes et une compagnie de Pionniers. Les effectifs des compagnies dissoutes sont en partie reversées dans les compagnies subsistantes. Ainsi la 6e compagnie verse 63 chasseurs, 4 caporaux et 3 sergents libanais ainsi que le sergent de Montlibert et le sous-lieutenant de Sury à la 5e compagnie, le sergent Bessières est transféré à la 2e Cie, le sergent Diennet à la 4e. Le sous-lieutenant libanais Brahim Houry rejoint la gendarmerie libanaise. 28 hommes sont « libérés » : un aspirant, un caporal et 26 chasseurs.

Les 7e et 8e compagnies subissent le même sort. Au total, près d'une centaine de soldats retrouvent la vie civile.

Sur les 5 compagnies, seules deux sont commandées par un capitaine commandant d'unité. Les autres le sont par des lieutenants et même un sous-lieutenant. L'encadrement des compagnies comporte également « trois sous-lieutenants à affecter dans unités commandées par les capitaines afin de permettre à ceux-ci de leur laisser le commandement momentané de l'unité », trois adjudants-chefs à affecter dans les unités commandées par des lieutenants ou sous-lieutenants, 5 sergents majors (1 par compagnie) et 15 sergents (3 par compagnie).

Les officiers français encadrant ces troupes auxiliaires et supplétives, (chasseurs et cavaliers) perçoivent une indemnité de fonction de 300 francs par mois. Elle est de 150 francs/mois pour les sous-officiers. Les chasseurs libanais peuvent percevoir une indemnité spéciale dite de déplacement, fixée à trois piastres libano-syrienne or par jour pour les déplacements résultant d'opérations de police, à condition que ces déplacements soient supérieurs à cinq jours et dûment approuvé par le commandant supérieur des Troupes du Levant, le général Maurice Gamelin 1872-1958). Cette indemnité monte à neuf piastres L.S. par jour dans le cadre d'opérations de guerre.

Ils ont droit à 10 jours de permission tous les six mois et peuvent bénéficier de jours supplémentaires de manière exceptionnelle, notamment à titre de récompense pour s'être particulièrement bien comportés.

Désarmement et sécurisation

Les Chasseurs libanais ont pour mission principale la sécurisation de leur aire d'action, notamment par le désarmement. Ainsi, la première section de la 1ère compagnie prend part, le 4 mars 1927, au désarmement dans les villages de Kfeir, Kiba El Adeica, Blia. Un détachement de 40 hommes de la 2e compagnie se rend, le lendemain, à Cherfet Bane,où il récupère un mousqueton français et 35 cartouches. Le même jour, la 4e compagnie occupe les villages de « Serada el Amra, Gadjar , Mogre et Chebani. Mission : désarmement des villages du secteur pour empêcher les habitants d'aller mettre leurs armes en sûreté en Palestine ou dans les villages frontières ». La mission s'effectue en liaison avec le 21e régiment de Tirailleurs algériens stationné à Banias . Fouad Chéhab (lire encadré) fait partie de l'expédition.

Au cours de leurs nombreuses missions de reconnaissance et de fouilles, les compagnies récupèrent de nombreuses armes et munitions : fusils russes, Mauser, mousquetons français 1892, cartouches. Elles participent également aux enquêtes sur des vols commis dans certaines zones telles que le « Djebel Akroum, Mourah el Kock, Kenye ». Elles reçoivent les visites du chef de bataillon commandant la Formation et leurs cadres et hommes de troupes reçoivent, dès le mois de mars, les premières décorations et leurs promotions. Trois chasseurs libanais sont décorés de la médaille d'honneur du Mérite libanais. La 3e classe est attribuée au capitaine Magrin-Vernerey ainsi qu'aux lieutenants Marcellin, Perrin, Doyan, Petro-Tavar et Daoud. La 4e classe est décernée à l'adjudant Benoît, aux sergent Casamea et Carbonne, ainsi qu'à 13 soldats libanais. Le lieutenant David, adjoint au commandant des Chasseurs libanais est promu capitaine par décret du 27 mars 1927. Le 2 avril, « 47 chasseurs de 2e classe sont nommés de 1ère classe ».

Puis, les premières sanctions viennent à tomber. Le général Gamelin décide de résilier à compter du 15 avril les engagements de certains officiers et aspirants libanais. Les lieutenants Hamed Keloussi et Petio Tawar, le sous-lieutenant Hassan Charauoi et les aspirants Farah, Moradain et Dahdah sont congédiés pour « leur inaptitude dans leur commandement et insuffisance d'instruction militaire ».

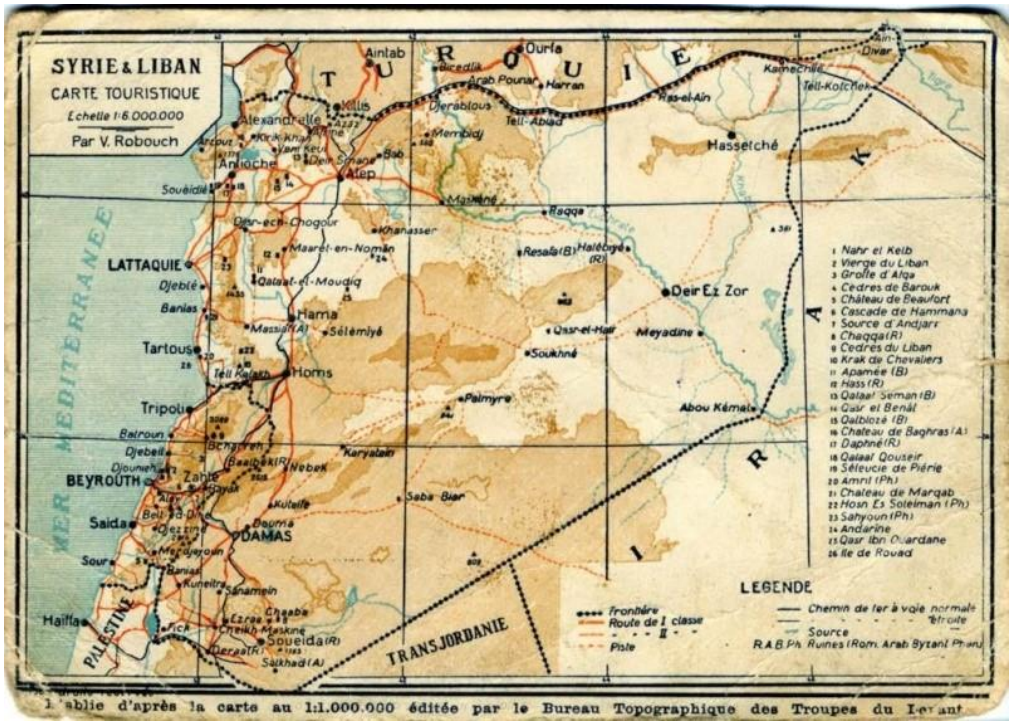
Fin avril, les 2e et 3e compagnies sont mises sont les ordres du chef de bataillon commandant le 3e bataillon du 17e régiment de Tirailleurs sénégalais afin de lui prêter main forte dans une opération dans les régions de Halba et Tyr pour capturer un individu appelé « Kassem Chock », chef d'une bande de meurtriers sévissant dans la région. Mais les individus restent introuvables.

Renforts et inspections

Le mois de mai voit arriver quelques renforts : le sous-lieutenant Ferré, provenant du 80e régiment d'infanterie et le capitaine Vignaud, du 66e R.I. Ce dernier prend le commandement de la 5e compagnie. Les Chasseurs libanais poursuivent leur instruction, leurs missions de reconnaissance. Ils sont même affectés, le 21 mai, à la surveillance d'une coupe de bois dans la forêt de Zamboud (4 km à l'est d'Akkar). Deux sections de la 3e compagnie sont employées à la recherche d'animaux dans le pays pour le transport du bois.

Le 4 juin, la 2e compagnie reçoit la visite du ministre de l'Intérieur de l'État du Grand-Liban accompagné du colonel commandant le secteur et du commandant du service de renseignements du Grand Liban. Quelques jours plus tard, c'est au tour du général Gamelin d'inspecter la 1ère compagnie (13 juin) puis la 3e compagnie (15 juin).

Le 17 juin, le général François Soulé (1868-



1964) prend le commandement des Troupes auxiliaires et supplétives du Levant tandis que le lieutenant-colonel Nodiom prend le commandement de l'Infanterie de ces mêmes troupes. L'un des premiers actes de cet officier supérieur est d'inspecter la 2e compagnie (25 juin).
Les Chasseurs libanais poursuivent leurs missions de reconnaissance, d'enquête sur la présence de groupes insurrectionnels, de coupe d'arbres destinés à être employés comme poteaux télégraphiques et au transport de ces poteaux (3e compagnie).
Le 16 août, la compagnie de Pionniers est dissoute et forme deux pelotons de pionniers qui sont rattachés l'un à une compagnie libanaise de la région Nord Liban et l'autre à une compagnie de la région Sud. Les compagnies d'infanterie poursuivent leur action d'appui contre le brigandage et le banditisme.
Tableau : Tarif des soldes

Grades	Solde normale mensuelle
Capitaine	13 livres L.S. or
Lieutenant	11 livres L.S. or
Sous-Lieutenant	10 livres
Adjudant ou aspirant	8 livres
Sergent	7 livres
Caporal	6 livres
Soldat de 1ère classe	5 livres
Soldat	4,5 livres

Le DFPS

Sous les ordres du colonel Jean Philpin de Piépape (1870-1946), le DFPS est rattaché au corps expéditionnaire du général Allenby (1861-1936). Il compte un régiment de marche d'infanterie, deux bataillons de tirailleurs algériens (issus des 1er et 2e RT), un régiment de la Légion d'Orient et un bataillon d'étapes du 115e RI territorial. En 1918, ces unités arrivent en Syrie où les premières difficultés vont commencer, notamment en Cilicie.

Fouad Chéhab

Avant de commander l'armée libanaise en 1945 et de devenir ministre de la Défense puis président de la République du Liban (1958-1964) Fouad Chéhab (1902-1973) a été officier au sein de la 4e compagnie des Chasseurs libanais. A l'origine cavalier, il rejoint l'infanterie en 1925 et s'illustre à de nombreuses reprises obtenant une citation à l'ordre de la division du Levant. Il obtient l'autorisation d'épouser la jeune Rose Boittiaux en décembre 1926. Cette jeune femme est la belle-fille du lieutenant Noiret commandant la 3e compagnie du chasseurs libanais. Le capitaine Santini, commandant la 4e compagnie dit de lui : « Excellent officier sous tous les rapports. Très bon instructeur. Possède des qualités de commandement qui font espérer chez lui un avenir militaire brillant. Très francophile. Haute valeur morale. Énergique ».

Sources

www.legionetrangere.fr

www.memoiresdeshommes.sga.defense.gouv.fr

Stéphane Malsagne - Fouad Chéhab 1902-1973, une figure oubliée du Liban – Editions Khartala-IPFO – 2011

www.lebarmy.gov.lb

Légende Photos

1) Général Soulé : « Le général François Soulé, commandant des Troupes auxiliaires et supplétives du Levant »

2) Troupes auxiliaires : « Les troupes auxiliaires et supplétives sont composées des populations indigènes (Libanais, Syriens…) »

3) Médaille : « La médaille d'Honneur du Mérite Libanais est créée le 16 janvier 1922 par le Gouverneur du Grand Liban, le capitaine de Vaisseau Albert Trabaud »

4) Carte Syrie-Liban : « La carte du Syrie et du Liban dans les années 1920, où stationnaient les Troupes du Levant ».

5) Druze : « Le leader druze, Sheikh Sultan el-Atrash, en octobre 1925, en compagnie d'un inconnu ».

6) Légion : « Un détachement de la Légion d'Orient stationnant à Chypre en 1918 »

7) Piépape : « Le colonel Jean Philpin de Piépape (1870-1946) chef du Détachement français de Palestine-Syrie (DFPS) »

8) Chéhab Elève Off : « Fouad Chéhab jeune élève officier avant d'intégrer les chasseurs libanais ».

9) Chéhab mariage : « Fouad Chéhab avec sa femme Rose »

10) Chéhab GDIV : « Le général de division Fouad Chéhab ».

Cne (r.o.) Christophe Soulard,
secrétaire général adjoint de l'ANORI

		GTIA INF	GTIA ABC	SGAM	ERI
OFFENSIVE	APP	APPUYER			
	ECL	ECLAIRER			
	RECO	RECONNAITRE			
	CTC	PRENDRE ET PRECISER LE CONTACT			P&P CONTACT
	FIX	FIXER			
	ATK	ATTAQUER			
	NEUT	NEUTRALISER			
	DET		DETRUIRE		
	RRI	REDUIRE LES RI			
	EXPL		EXPLOITER		
	RAID	EFFECTUER UN RAID			
	EMP	S'EMPARER DE			S'EMP DE
DEFENSIVE	C.ARR	DONNER UN COUP D'ARRET			
	FRN	FREINER			
	JAL	JALONNER			
	HAR	HARCELER			HARCELER
	INTDR	INTERDIRE			
	TEN		TENIR		
	DEF	DEFENDRE			DEFENDRE
	FLG		FLANC GARDER		
	COUV	COUVRIR			
	SURV		SURVEILLER		
	C.ATK	CONTRE ATTAQUER			

		GTIA INF	GTIA ABC	SGAM	ERI
SECURISATION		BOUCLER			
		RATISSER			
	RENS	RENSEIGNER			RENS DS LA PROF
		S'INTERPOSER			
			INTERCEPTER		
		RECUEILLIR			
			EVACUER		
			SOUTENIR		
	PROT	PROTEGER			
	CTRL	CONTROLER UN SECTEUR			CTRL SECTEUR

FICHE DE LECTURE

Titre de l'ouvrage	**Journal de la campagne du Sinaï**
Auteur(s) - Edition	Général Moshé Dayan – Le livre de poche 1966
Réf. bibliothèque	N° 2320
Rédacteur	CBA LECOMTE Jean-Philippe – 123° promotion du CSEM
Date de rédaction	Septembre 2009

1/ L'AUTEUR :

Né en 1915 dans la vallée du Jourdain, il acquiert une riche expérience opérationnelle en participant dès 15 ans aux activités de la HAGANA. Formé aux techniques de la guérilla par les Britanniques, il participa à leurs côtés à l'invasion de la Syrie en 1941. Commandant en 1949 pendant la guerre d'indépendance, il devient Chef d'Etat-major des forces armées israéliennes de 1953 à 1957.

Il entame une carrière politique dès 1959 et la concrétise rapidement comme ministre de l'agriculture jusqu'en 1964 dans le cabinet de Ben Gourion. Grâce à sa popularité, il participe activement aux victoires de la Guerre des 6 jours (ministre de la défense) et la guerre du Kippour. Il décède en 1981.

2/ SYNTHESE DE L'OUVRAGE :

Ecrit sous la forme chronologique d'un journal de marche, il peut être articulé en deux volets.

- ***Situation géopolitique et préparation de Tsahal***

- La dégradation des relations internationales :

L'auteur insiste sur le jeu de l'Egypte qui met à mal l'équilibre de la région. En effet, son effort conséquent d'équipement militaire rend son armée quatre fois plus puissante qu'Israël tant en quantité qu'en qualité (achat de Mig 15 alors que l'aviation israélienne est toujours à hélice). De plus, ses actions terroristes à partir du territoire de Gaza contre l'Etat hébreux fragilisent une paix précaire puisque Tsahal réagit par des représailles en effectuant des coups de mains. Moshé Dayan juge d'ailleurs que la vitesse d'exécution des contre-réactions contre des objectifs militaires égyptiens a été la clé du succès contre le terrorisme d'Etat. Le blocus égyptien du canal de Suez et du détroit de Tiran anti-israélien est présenté comme un facteur aggravant, digne d'un casus belli, puisqu'Israël dépend de ses approvisionnements extérieurs par voie maritime. L'efficacité de médiateur de l'ONU est présentée comme faible car ne prenant pas en compte les récriminations légitimes d'Israël.

La préparation à l'engagement avant le 29 octobre, 2 jours avant l'action franco-britannique :

Au niveau stratégique :
la préparation de l'offensive est prise en compte au niveau stratégique puisque M. Dayan a connaissance de l'opération « Mousquetaire » franco-britannique.
Au niveau tactique :
Préparation matérielle et technique : la réactivité de l'Etat-major pour pallier les insuffisances d'équipements et de préparation opérationnelle de Tsahal est montrée dans cette phase préliminaire comme déterminante. Ainsi, un plan d'équipement ambitieux fait effort sur l'acquisition en blindés modernes et en avions performants. De même, face à l'urgence, les stages de formation des pilotes sont adaptés en les raccourcissant : ils pilotent de suite les Météors seuls chasseurs à réaction. Cette préparation est dynamisée par l'échelon politique grâce à l'étroite coopération entre Ben Gourion et M. Dayan. Ils s'accordent sur les plans à mener en cas d'attaque par la Jordanie ou l'Irak et réussissent à acquérir rapidement du matériel militaire français capable de rivaliser avec les chars et avions égyptiens (Super Sherman, half-track, avions de transport, camions de transport de troupes).

Cette montée en puissance s'accélère du 2 au 20 octobre car les différents État-majors sont mis au courant de l'attaque par M. Dayan qui souligne leur réactivité, leur enthousiasme, leur moral élevé malgré les difficultés et le travail titanesque qui reste à accomplir en 17 jours. Ils réussissent notamment à rassembler deux jours avant l'offensive 90% des 100 000 réservistes.

Préparation et évolution de la manœuvre : il décrit son plan des opérations et comment il l'a fait évoluer au fil du temps. L'objectif est de « désorganiser les forces égyptiennes et provoquer leur effondrement ». Au début de la réflexion, l'aviation doit détruire par surprise l'aviation ennemie au début de l'offensive. Dayan préfère lui assigner la mission d'appuyer les troupes au sol et de protéger l'espace aérien israélien pour donner l'impression d'une action de représailles limitées jusqu'à J+2. En phase 2, l'action est mise sur le soutien des forces terrestres par l'appui feux et le transport. De même, un raid aéroportée sur les hauteurs du canal (défilé de Mitla) doit amplifier cette déception en s'emparant d'un objectif qui ne doit pas de prime abord sembler majeur aux Egyptiens. Les forces terrestres doivent s'emparer en moins de deux semaines de la péninsule du Sinaï : les forces blindés et mécanisées ne devront donc pas s'attarder à réduire les nids de résistances. Dayan insiste sur le facteur temps qu'il considère comme décisif aussi bien au niveau politique qu'au niveau opérationnel. Il estime d'autre part que l'avantage essentiel de Tsahal réside non dans la supériorité du combattant ou des équipements mais dans le tempo de la conduite des opérations, plus rapide que celui des Egyptiens. L'initiative, la souplesse d'emploi des unités israéliennes sont, à ses yeux, la clé du succès « nous organiserons des groupements autonomes pour chacun des principaux objectifs qu'ils devront atteindre en livrant une bataille continue, sans reprendre souffle – combattre et foncer, combattre et foncer jusqu'à ce que la mission soit accomplie». La Marine reste cantonnée à une mission de ravitaillement. La logistique est prise en compte et doit relever de nombreux défis de maintenance pour permettre la réalisation de cette manœuvre téméraire (les unités ne seront pas approvisionnées). De même, la mobilisation des réserves est une manœuvre à part entière car elle doit être suffisamment tardive (deux jours avant l'action) pour surprendre les Egyptiens.

M. Dayan ne cache pas les insuffisances de Tsahal dans cette préparation avec un déficit important de matériels notamment pour les réservistes et parfois un esprit d'initiatives trop élevés de ses commandants de région qui regroupent plus d'hommes que prévu. Pour autant, il estime que le véritable tour de force réside dans cette montée en puissance rapide de l'Armée tout en faisant croire aux Egyptiens une mobilisation pour une réaction de faible ampleur contre la Jordanie.

Le déroulement de la campagne

Phase 1 – du 29 octobre soir au 30 octobre : raids de diversion sur l'axe sud

Actions sur 4 objectifs dont notamment un parachutage d'un bataillon sur le défilé de Mitla (50 km à l'est de Suez). Avancée d'une brigade blindée dans le désert de Sinaï 24 heures avant la date initiale suite à une « initiative » malheureuse de son chef : la phase 1 est donc écourtée de 24

heures et débute dès le 31 octobre sur ordre de M. Dayan.

***Phase 2 – du 31 octobre au 02 novembre** : percée avec des attaques non coordonnées sur 3 axes en profitant des bombardements par les forces anglo-françaises des aérodromes égyptiens.*

***Phase 3 – du 03 au 09 novembre : exploitation**.*

Saisie de tous les objectifs (comme Gaza) avec en particulier un raid audacieux sur Sharm el-Sheikh qui permet d'atteindre l'un des objectifs stratégiques d'Israël : retrouver son libre accès dans le golfe d'Aqaba.

Le dispositif défensif trop figé des forces égyptiennes : le système défensif égyptien dans la péninsule du Sinaï manque de souplesse et de réactivité face à une « guerre éclair » menée par des troupes mieux commandées et plus motivées.

Les erreurs tactiques israéliennes : Dayan montre le manque de préparation de ses troupes et les errements de l'initiative à outrance. Les tirs fratricides entre chars et par l'aviation amie sont en effet nombreux. Une unité manque d'allant et refuse un moment le combat. A contrario, une unité parachutiste connaît de lourdes pertes en dépassant son objectif initial.

Une dimension stratégique du conflit ubuesque : dès le 30 octobre, la France et l'Angleterre lance un ultimatum à Israël et à l'Egypte pour justifier leur intervention programmée en demandant l'arrêt des hostilités, le retrait des forces armée à 16 km du canal de Suez, l'acceptation du gouvernement égyptien d'une occupation temporaire par les forces franco-anglaises de Port-Saïd, Ismaïlia et Suez. Cet ultimatum est un prétexte pour justifier leur intervention en toute coopération avec Israël.

De son côté, l'ONU sous l'impulsion des Etats-Unis initie une résolution exigeant le retrait des forces israéliennes du Sinaï. Cette résolution ne voit pas le jour car la France et l'Angleterre mettent leur veto en tant que membre du Conseil de Sécurité.

De même, le 4 novembre, la France et la Grande-Bretagne demandent à Israël de ne pas accepter le cessez-le-feu proposé par l'ONU pour leur laisser les coudées franches pour leur opération sur Port Fouad. Cette action sera officiellement lancée « pour assurer le prompt retrait des forces israéliennes ».

3/ ANALYSE – AVIS DU REDACTEUR :

Malgré une évidente sécheresse stylistique typique d'un journal de marche, l'ouvrage de Moshé Dayan est captivant pour mieux appréhender le rôle moteur du chef militaire tant au front qu'au sein de son Etat-major et ce, malgré les difficultés de la montée en puissance de l'armée israélienne, de son déploiement, de soucis de coordination tactique et de compréhension mutuelle. Il éclaire aussi sur la nécessaire combinaison interarmées de l'offensive pour obtenir l'effet foudroyant digne d'une « guerre éclair ». Enfin, la dimension stratégique est abordée en montrant les relations directes de Moshé Dayan avec Ben Gourion, alors premier ministre et ministre de la défense, et les relations internationales entre les gouvernements israéliens, français, américains, britanniques et avec les représentants de l'ONU.

Ce témoignage du chef d'Etat-major de Tsahal en 1965 met ainsi en avant les qualités intrinsèques d'un chef du niveau stratégico-opératif: une audace tactique qu'il sait partagée, une prise en compte de la combinaison interarmées et une compréhension des implications stratégiques du conflit. Ces facteurs prennent par ailleurs davan-

tage de relief à la lumière des guerres de 2006 et de 2008 (opération « cast lead ») menées par Israël.

Une manœuvre offensive interarmées

En 1956, une force terrestre hétéroclite est appuyée par une aviation rustique. En 2006, l'offensive privilégie aussi la surprise mais a contrario uniquement par le vecteur aérien. La manœuvre aéroterrestre ne débute que lorsque les résultats des bombardements aériens deviennent peu probants.

L'audace du chef

L'effort de l'adaptation de l'outil militaire israélien in extrémis est du en grande part à l'action de M. Dayan. Il développe par ailleurs son ubiquité en étant présent sur de nombreux points décisifs au cours de l'action où sa présence physique directement auprès des bataillons voir des compagnies dynamisent l'action et lui permet de raccourcir la boucle décisionnelle sans pour autant obérer le style de commandement par objectif de ses subordonnés. Ces remontées d'information, ses relations directes lui permettent d'insuffler l'allant. Il sait prendre des risques mesurés qui prennent de cours les forces adverses en particulier avec le raid terrestre à travers le Sinaï sur Sharm el-Sheikh.

En comparaison la guerre de 2006 manque d'implication physique du chef d'Etat-major qui ne peut insuffler un réel allant offensif en commandant de façon télé-opérée.

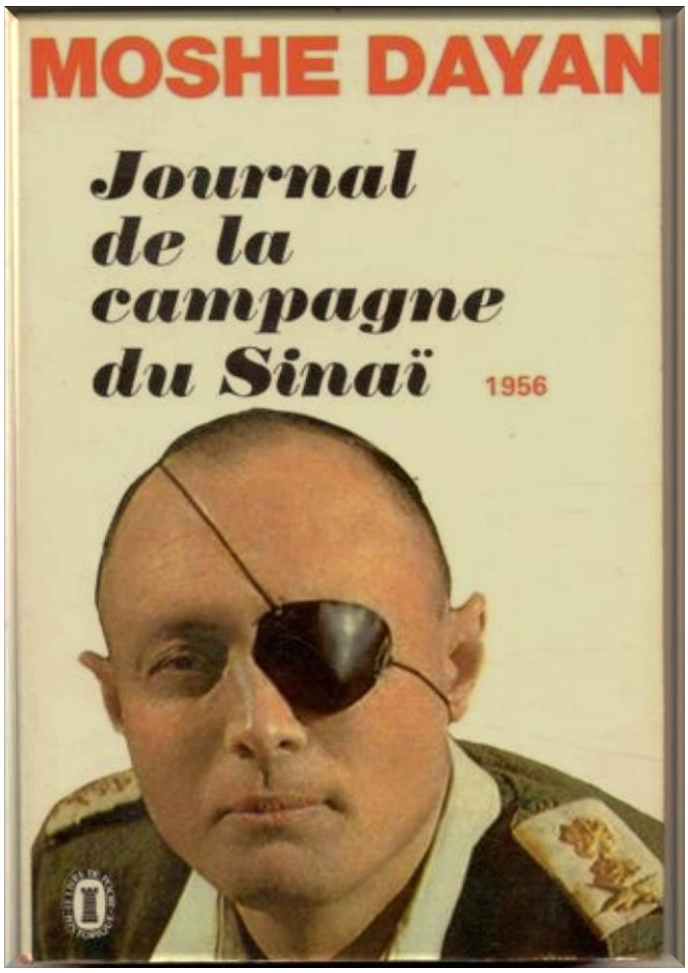
Un conflit qui impose Israël comme puissance régionale

Certains analystes ont estimé que 1956 marque la victoire militaire d'Israël mais que l'Egypte gagne sur le plan politique car les troupes israéliennes quittent le Sinaï sous la pression internationale. Cette vision doit être nuancée dans la mesure où les Casques Bleus s'installent sur le territoire égyptien du Sinaï et surtout dans le fait qu'Israël s'impose définitivement comme une puissance militaire régionale.

La guerre de 33 jours a effrité ce prestige de Tsahal qui apparaît comme un agresseur maladroit. Le Liban devient un pays martyr où la population souffre des destructions causées par les bombes israéliennes et l'image du Hezbollah en sort glorifiée.

L'opération israélienne « Cast lead » de 2008 est une action réussie contre la bande de Gaza pour effacer les conséquences néfastes de 2006. L'esprit de 1956 souffle à nouveau avec une véritable détermination affichée par les chefs politiques et militaires, un contrôle de la situation et une rapidité d'exécution de l'offensive.

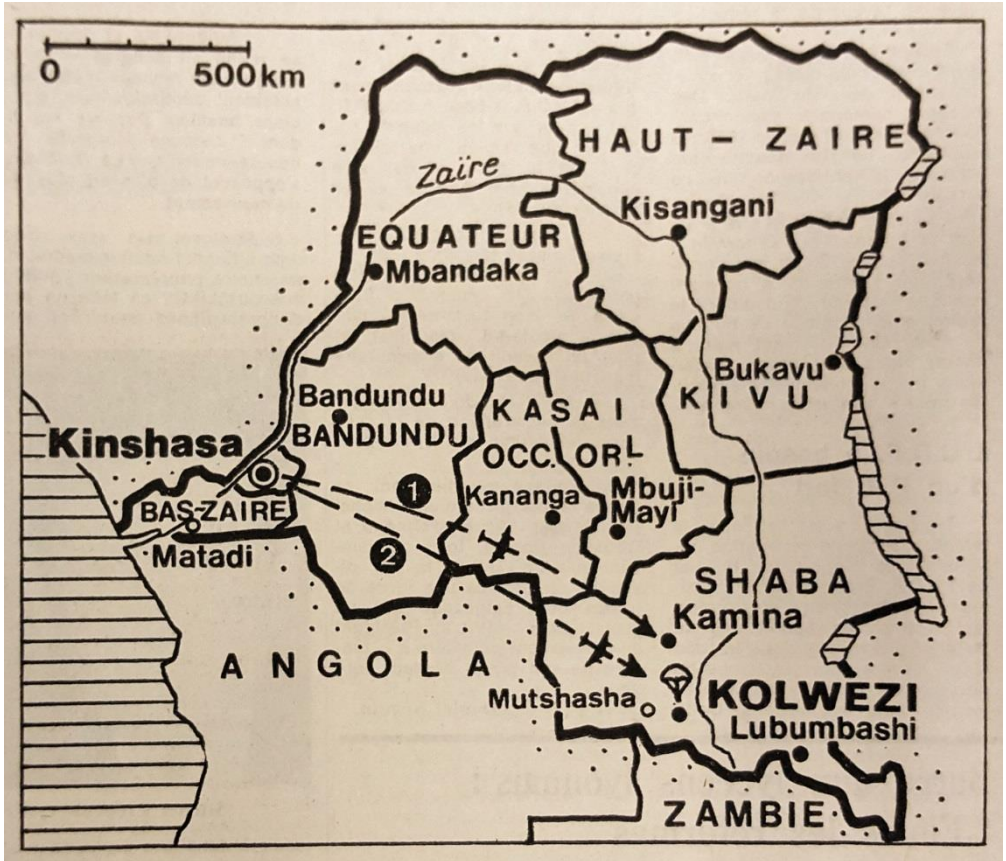
Lire ce journal de campagne éclaire sur la vision israélienne du conflit et l'état d'esprit des militaires de l'époque. Il complète utilement des lectures comme L'expédition de Suez par Beaufre ou sur Tsahal par Razoux. Enfin, il permet aussi de mieux comprendre la capacité d'adaptation et de réaction de Tsahal en 2008 après son échec de 2006.



LES ENSEIGNEMENTS DE KOLWEZI - MAI 1978

par le Général GAUSSERES du SGDN
(Secrétariat Général de la Défense Nationale)
Commandant d'unité lors de l'opération aéroportée sur KOLWEZI

Un rapide retour sur notre histoire aéroportée récente, pour étudier par l'exemple l'opération aéroportée sur Kolwezi en mai 1978,
permet de mettre en évidence les transformations tactiques retenues depuis, et de rechercher dans une campagne encore proche une partie des principes du nouveau concept national des opérations aéroportées. " *L'idée du passé ne prend un sens que pour l'homme qui trouve en lui-même une passion de l'avenir* ", écrivait Paul Valéry.



Tandis que les para-commandos belges ont été acheminés par avion à Kamina (1), des paras français du 2e R.E.P. ont été largués sur la ville de Kolwezi (2).

1. L'OPERATION SUR KOLWEZI.

IL Y A VINGT ANS : KOLWEZI

L'intervention française au Shaba a été déclenchée le 18 mai 1978 pour faire face à une situation d'urgence où la population européenne était en train de se faire massacrer. Elle a revêtu de ce fait un caractère ponctuel tant dans son point d'application que dans son but :
" *rétablir l'ordre et la sécurité dans Kolwezi* ".
Ainsi, l'opération aéroportée sur Kolwezi est l'exemple type d'action extérieure - riposte, rapide et adaptée, décidée pour répondre à une crise grave limitée dans l'espace comme dans le temps.
Opération aéroportée de courte durée, mais risquée, cette intervention était complexe. Les termes de l'équation apparaissaient ainsi :

- **enjeu** : sauver 2 500 otages[1] européens d'un massacre presque certain ;
- **objectif** : la ville de Kolwezi, très étalée, compte plus de 100 000 habitants. Elle s'étend sur une surface d'environ 40 km2. Elle est constituée de plusieurs quartiers distincts, nettement séparés. Ville minière, elle est entourée, sauf au sud, et dans un rayon de 10 à 15 km, de cités satellites et d'usines[2]. Le terrain d'aviation se situe à environ 6 km au sud de la ville qui se trouve sur les axes routiers et ferroviaires reliant, parallèle- frontière zaïro-zambienne, Lubumbashi[3] à Dilolo ;
- **soutien logistique** : l'opération allait se dérouler à des milliers de kilomètres de sa base de départ : il y a 8 heures de vol de quadriréacteurs de Solenzara (Corse) à Kinshasa, et 1 350 km en ligne droite de Kinshasa à Kolwezi, soit la distance de Paris à Varsovie ;

- **ennemi** : à partir du 13 mai, environ 4 000 " *katangais* " bien armés ont franchi la frontière. D'après les derniers renseignements reçus, plusieurs centaines ont quitté Kolwezi dans la matinée du 15 mai avec des véhicules récupérés. Il resterait environ 500 hommes,
dispersés en petites unités et encadrés par des Cubains. Le peloton d'AML des forces armées zaïroises de Kolwezi s'est rallié aux rebelles. L'idée de manoeuvre est de reprendre successivement le contrôle des quartiers résidentiels pour accéder à l'aéroport après un aérolargage sur l'ancien hippodrome, c'est-à-dire exactement à la lisière de la ville. Il s'agit ainsi, par un assaut vertical sur l'objectif, de ménager l'effet de surprise et d'éviter que les rebelles aient le

temps d'exercer des représailles sur les populations civiles.

Le largage sera fait en deux vagues aussi rapprochées que possible à partir de 4 C130 " *Hercules* " zaïrois et 2 C160 " *Transall* " français.

PRÉPARATION DE L'OPÉRATION AEROPORTEE

Mardi 16 mai -

- ***00h45 :*** Le régiment est mis en alerte à trois heures : il fait alors mouvement vers la base aérienne 126 de Solenzara sur la côte orientale (175 km de route de montagne).
- ***14h30 :*** Les premières compagnies embarquent dans quatre DC8 et un Boeing 707 à destination de l'Afrique. Le choix est fait de mettre en fret l'armement et les munitions. Les parachutes restent en France, car sur place, des parachutes américains de l'armée zaïroise sont disponibles pour le saut.

Mercredi 17 mai -

- 18h00 : Mise en place de 3 C-160 à Kinshasa en provenance des détachements de N'djamena et Libreville. Mise en place du Commandement du Groupement de Transport (CGT) d'Orléans à Solenzara puis du débarquement de ce dernier pour Kinshasa dans le DC8 COTAM.
- **23h15** : Poser du premier DC8 à Kinshasa sur l'aéroport civil.

1 2 500 Européens dont 400 Français et parmi eux un détachement d'assistance militaire technique (1 officier, 5 sous-officiers) chargé de la maintenance des automitrailleuses AML Panhard achetées par le Zaïre à la France.
2 Métal-Shaba, Luilu, Kapata, Kamoto, Mutoshi, Musomoï, camp Forrest.
3 Anciennement Elisabethville.

Jeudi 18 mai -

- ***00h00*** *:* Débarquement du fret et transfert vers l'aéroport militaire.
- ***02h00*** *:* Préparatifs techniques : conditionnement des matériels, mise en gaine des munitions, des postes radios et des piles pour 3 jours de combat. Il reste peu de place dans les sacs pour les rations.
- ***03h00*** *:* Un briefing sur l'opération a lieu vers 3 heures du matin dans un bureau de la base militaire de l'aéroport de Kinshasa en présence de l'Ambassadeur de France, M. Ross, et de l'Attaché de Défense, le Colonel Gras. La conception de l'opération aéroportée est établie : coopération franco-zaïroise (largage en 2 vagues de 405 puis 250 parachutistes) choix de la zone de saut, définition des itinéraires et des formations, préparation de la mission par les équipages.
- ***04h00*** *:* Les ordres sont donnés par unité. Les objectifs sont étudiés sur les cartes disponibles ainsi que le déroulement des différentes missions reçues.
- ***06h00*** *:* Il fait jour. Les parachutistes terminent une instruction rapide sur les parachutes américains.
- ***11h00*** *:* La première vague d'avions (le PC et trois compagnies) décolle pour Kolwezi, soit trois heures et demie de vol pendant lesquelles les hommes sont équipés (parachute ventral, parachute dorsal, sac à dos et gaine d'armement). La formation a décollé moins de douze heures après l'atterrissage du premier quadriréacteur arrivant de France.
- ***14h30*** *:* Les pilotes mettent la lumière verte et le largage commence, à une altitude inférieure à 250 mètres.
- ***14h35*** *:* Des armes automatiques tirent de loin en direction de la zone de saut. Les parachutistes rejoignent au plus vite les points de regroupement en bordure de la ville.

Vendredi 19 mai -

- ***06h00*** *:* Largage de la seconde vague en provenance de Kamina.
- ***12h00 :*** Evacuation des premiers Européens à partir du terrain de Kolwezi.

Dimanche 21 et lundi 22 :

Mise en place de la logistique lourde, sanitaire et véhicules par un pont aérien d'appareils américains (Galaxy et Starlifter) entre Solenzara et Lubumbashi.

DÉROULEMENT SUCCINCT DE L'ACTION

Le largage a lieu à moins de 500 m des premiers objectifs. Six hommes sont blessés dès l'atterrissage. Un légionnaire de la 1ère Compagnie, largué sur des habitations et isolé de sa section, est retrouvé tué, encore harnaché dans son parachute et mutilé dans la rue où il a atterri. La première phase est une succession d'engagements des compagnies, actions violentes de combat de rue dans Kolwezi menées pour délivrer des civils européens pris en otage ou terrés dans des caves et des greniers.

Ainsi 30 otages détenus dans la prison du quartier de Manika entonnent la Marseillaise pour se faire identifier et sont délivrés après un assaut brutal au cours duquel les fusils lance-grenades et les tireurs d'élite appuient au plus près les voltigeurs de pointe. La section coiffe l'objectif et élimine les rebelles alors que ceux-ci s'apprêtent à fusiller les premiers détenus dans leurs cellules. La vitesse de manœuvre surprend l'ennemi.

Les 3 compagnies du 2e REP, larguées vers 14 h 30, réussissent à occuper l'ancienne ville européenne avant la tombée de la nuit. Mais les rebelles sont installés dans la ville indigène de Manika qui jouxte au sud les villas et les immeubles. Le Colonel Erulin fait accélérer au maximum les compagnies dans l'après-midi du 19 mai vers leurs objectifs pour s'assurer le contrôle des lisières Est et Ouest de la ville. Une colonne motorisée rebelle qui contre-attaque 30 minutes après le saut est stoppée à hauteur de la gare, l'AML de tête est détruite par un coup direct de lance-roquettes doublé par un tir tendu de grenade antichar. Le reste de la colonne se disperse puis fait demi-tour. Face à un ennemi décidé à se battre, bien armé, qui se livre à une série d'actions mais sans coordination apparente les unes avec les autres, le succès de nos unités découle à chaque fois de manoeuvres rapides et de mouvements débordants pour prendre l'adversaire de vitesse.

La nuit africaine tombe très rapidement. Si les carrefours sont tenus par les sections du 2e REP, les rebelles mettent à profit la pleine lune pour revenir en s'infiltrant sur un terrain qu'ils connaissent parfaitement. Les combats se poursuivent de nuit et se décentralisent au niveau section étant donné l'étendue des zones contrôlées.

Des embuscades tendues à proximité de carrefours et de points de passage sont déclenchées à courte distance par les chefs de section sur des groupes armés en progression à pied ou en véhicule vers le centre de la ville. Les patrouilles ennemies sont éliminées, des fusils d'assaut kalashnikov et des fusils à lunettes sont récupérés. Pendant toute la nuit du 19 au 20 mai, des combats vont se poursuivre dans Kolwezi.

Le largage de la seconde vague est reporté au lendemain en raison de la soudaineté de la tombée de la nuit et du début des combats de la première vague.

Enfin, le 20 mai, vers 06 h 30, cette seconde vague saute à son tour à l'est de la ville, prenant à revers l'ennemi qui occupe l'extrémité de la nouvelle ville européenne. Cette zone est totalement contrôlée en fin de matinée le 20 mai.

Dans l'après-midi, le 2ème REP s'empare de la zone minière de Metal-Shaba tenue par 200 rebelles. Au cours de combats qui se déroulent au lance-roquettes, au fusil à lunettes et à la grenade, un chef de section de la 4e compagnie, le sergent-chef Daniel, est tué.

ENSEIGNEMENTS ET BILAN DE L'OPÉRATION

• Les clés du succès

Le renseignement. Il est primordial. Les échanges de renseignement entre la France et ses alliés, en particulier sur la situation locale du terrain d'aviation de Kolwezi, ont été laborieux.

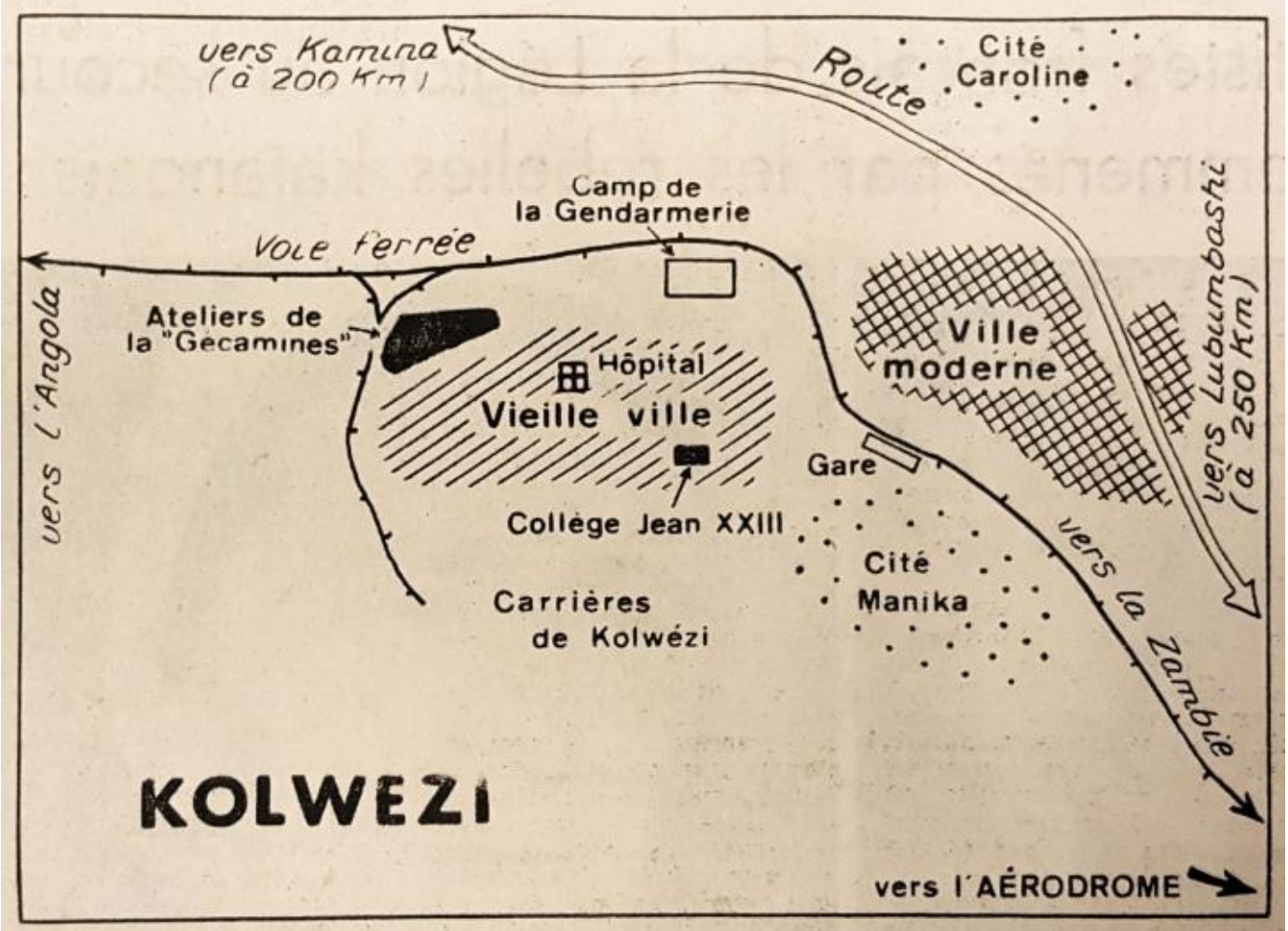
La conception de l'opération. Le mérite de l'Attaché de Défense à Kinshasa est d'avoir compris que l'opération était réalisable et d'en avoir convaincu l'Ambassadeur, les Affaires étrangères et l'état-major des Armées.

La coopération interarmées. La connaissance réciproque entre aviateurs et parachutistes est fondée sur :

- la répétition d'entraînements communs rigoureux ;
- la stricte application de procédures éprouvées qui sont le gage de confiance et de réussite.

Les télécommunications et l'informatique. Avec le centre opérationnel interarmées, le commandement dispose d'un outil de gestion

4 Soit :
- Trois DC8 de l'UTA.
- Un DC8 de COTAM (Commandement opérationnel du transport aérien).
- Un Boeing 707 d'Air France.



Le plan de la ville de Kolwezi que les légionnaires du 2e R.E.P. ont contrôlée en moins de quarante-huit heures. C'est dans les quartiers résidentiels, bordant la route vers Lubumbashi que les « bérets verts » ont trouvé le plus grand nombre de cadavres d'Européens.

de la crise en temps réel particulièrement performant.

Les moyens de projection. Une opération aéroportée nécessite des moyens adaptés capacité d'emport, vitesse, rayon d'action, aptitudes tactiques et de parachutage. De tels moyens offrent autonomie, liberté d'action et faculté de réversibilité.

Bilan de l'opération

L'opération a permis d'assurer l'évacuation de quelques deux mille Européens et d'affirmer la détermination de la France à protéger ses ressortissants ; les pertes du régiment s'élèvent à 5 tués et 20 blessés mais son bilan est éloquent : 250 rebelles tués, 2 AML détruites, plus de 1 000 armes récupérées dont 4 canons sans recul, 15 mortiers, 21 lance-roquettes, 10 mitrailleuses et 38 fusils mitrailleurs.

Nos forces armées ont réussi parfaitement une opération extérieure aéroportée exécutée dans des conditions difficiles. Le succès a été conditionné par la rapidité et la discrétion dans l'exécution, facteurs qui sont contenus dans les capacités des troupes aéroportées.

Opérant à 6 000 km de leurs bases, grâce à la détermination de tous et à l'excellente coopération entre les équipages de Transall et les chefs du 2e REP, combinant leur savoir-faire et leur expérience, les parachutistes français se sont assurés, en moins de 48 heures, du contrôle de la région, sauvant la vie de plusieurs centaines de familles, notamment françaises.

Ayant rétabli la sécurité et chassé les envahisseurs, les forces armées françaises ont combiné leur action militaire avec une mission humanitaire sans précédent. Elles ont tranquillisé et redonné confiance aux populations[5] jusqu'à leur relève à partir du 6 juin par une force interafricaine formée d'unités marocaines, sénégalaises, togolaises, et gabonaises.

2. LE CONCEPT NATIONAL DES OPÉRATIONS AEROPORTÉES DE 2002.

La méthode choisie pour rédiger le nouveau concept, fondée sur une concertation interarmées approfondie et un souci permanent de prendre en compte les enseignements tirés des opérations récentes terrestres et aériennes, est la bonne. Elle permet d'aborder les défis du XXIe siècle et notamment, grâce à son interopérabilité, les perspectives européennes.

Aujourd'hui comme hier la conception d'une opération aéroportée découle d'un plan audacieux, inspiré et endossé par des chefs à un échelon interarmées élevé et bénéficiant de l'appui du chef d'état-major des armées. L'importance du renseignement sur les futurs objectifs est essentielle, et la mise à jour des informations, vitale jusqu'au déclenchement de l'opération.

Certes le parachutiste pendant la descente sous voile avec son sac, son armement, ses

trois jours de vivres et ses trois unités de feu et son parachute ventral reste une cible aisée. Mais l'état-major de la 11e Brigade parachutiste et les régiments s'entraînent à sauter de jour et de nuit le plus bas possible afin de sortir dans les délais les plus brefs de la phase de réarticulation. Les normes aéronautiques et les innovations techniques imposent un entraînement poussé, qui vise à la maîtrise de la récupération des matériels, de l'armement lourd, et de l'établissement rapide des liaisons radio, à l'intérieur du groupement et vers les échelons supérieurs.

Le raid aéroporté sur Kolwezi illustre l'un des types d'action retenu dans le nouveau concept des opérations une opération ponctuelle de durée et d'ampleur limitées, qui en mai 1978 a combiné coup de main et évacuation de ressortissants. Face à une situation d'urgence imprévue, grâce à la mobilité stratégique apportée par les aéronefs et la réactivité des forces engagées, l'OAP constitue pour le commandement, comme pour le pouvoir politique, une réponse spécifique et un outil privilégié.

S'appuyant sur la coopération permanente et la connaissance mutuelle du Commandement de la Force aérienne de projection et de l'état major de la 11e Brigade parachutiste ainsi que des bureaux 3e dimension de la Force d'action terrestre, le concept national des OAP évoque, parmi plusieurs hypothèses, l'opération autonome. Les capacités retenues pour un échelon principal s'articulent autour de 1 500 hommes environ, engagés avec une autonomie initiale de 2 à 3 jours.

Il est ainsi rappelé l'organisation des forces armées équipées et entraînées à ce type d'action : Groupement aéroporté (GAP) à base d'infanterie, avions de transport tactique auxquels sont associés les vecteurs indispensables à la réussite de l'opération (avions de combat, ravitailleurs,…). L'élément d'appui à la projection et de soutien spécifique avancé est un des points clés dans la planification de l'opération : une base opérationnelle aéroportée(BOAP) est déployée, qui comprend des moyens de chargement, de conditionnement et des spécialistes des techniques aéroportées. En 1978 cet élément a été implanté sur la base aérienne militaire de Kinshasa.

5 Victimes : 120 Européens, 250 Katangais, 530 Zaïrois.

François d'Astier de La Vigerie (Français) 1886-1956

François d'Astier de La Vigerie, né au Mans le 7 mars 1886 et mort à Paris le 9 octobre 1956, est un général français. Il s'est distingué par ses faits d'armes dans la Résistance au cours de la Seconde Guerre mondiale qui lui ont valu d'être fait compagnon de la Libération.

Il est le frère d'Emmanuel et de Henri d'Astier de La Vigerie.

Après avoir effectué ses études secondaires au lycée Janson-de-Sailly, François d'Astier prépare et réussit le concours d'admission à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr où il entre en octobre 1908 (promotion « Maroc »). Il en sort deux ans plus tard avec le grade de sous-lieutenant et commence sa carrière militaire dans la cavalerie, au 13e régiment de dragons.

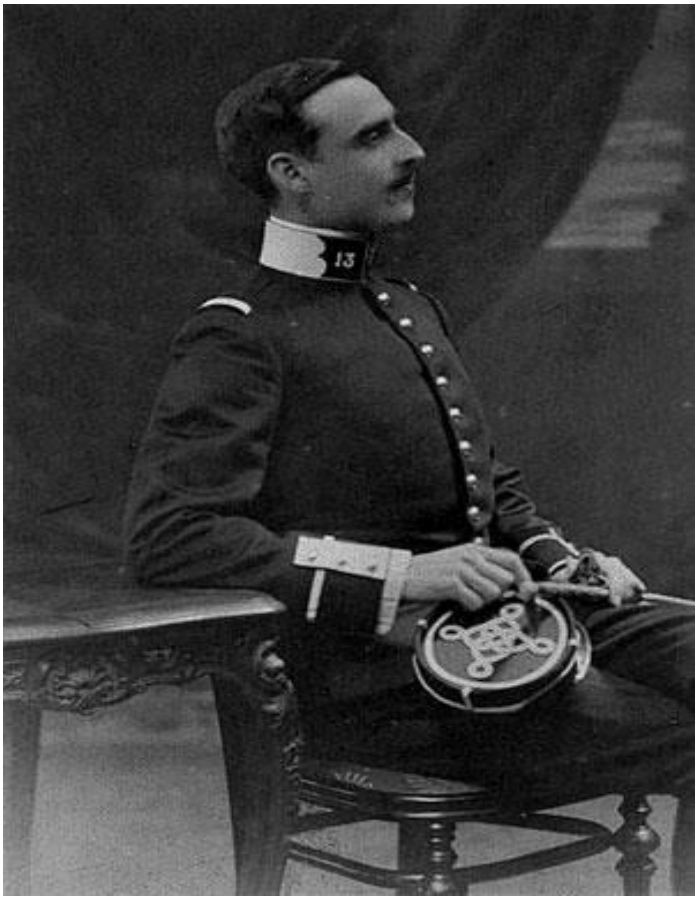
Lieutenant en 1911, François d'Astier part en campagne en août 1914 comme chef de peloton au 3e escadron de son régiment de cavalerie. En mai 1915, il passe à l'état-major de la 1re brigade d'infanterie de la division marocaine où il effectue des reconnaissances de cavalerie au milieu des combats et assure brillamment les liaisons.

Le 1er janvier 1916, il entre dans l'aviation et obtient son brevet de pilote après quatre mois de formation. Au mois d'août de la même année, il est affecté à l'escadrille de chasse Nieuport 65 où il a Charles Nungesser comme camarade de combat. Après avoir pris le commandement de cette escadrille, il est promu capitaine le 4 avril 1917 et désigné pour former et commander l'escadrille SPA 88 appelée « Les Serpents ». Au cours de nombreux combats, il abat cinq avions ennemis; il est lui-même deux fois grièvement blessé. Ses faits d'armes lui valent la croix de guerre et sept citations.

À partir de 1919, François d'Astier occupe divers postes administratifs dans l'aviation militaire et accomplit plusieurs missions à l'étranger, notamment en Finlande et en Italie.

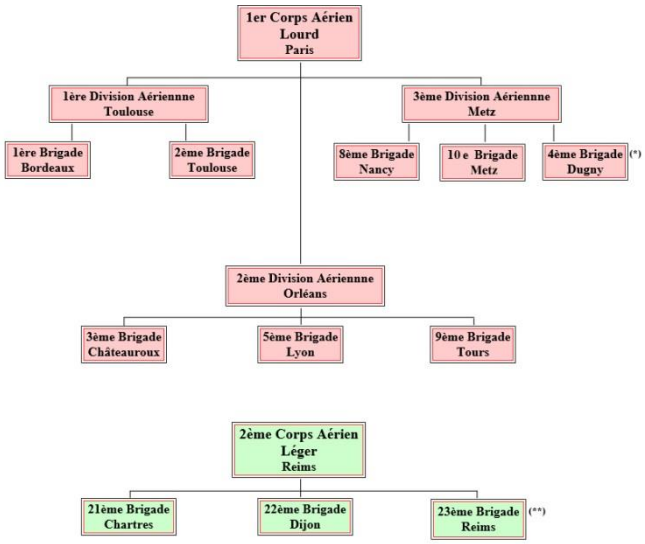
De 1927 à 1929, il prend part à des opérations de guerre au Maroc et assure le commandement des centres d'aviation de Fès et du Sud-Marocain. En juin 1929, il porte un coup sévère à la dissidence lors des affaires d'Aït-Yacoub où, durant quinze jours, dans l'Atlas, à la tête de quatre escadrilles, il protège, ravitaille et sauve à plusieurs reprises un poste de cent hommes entièrement cernés par les rebelles. Deux fois cité à l'ordre de l'Armée, il est promu lieutenant-colonel à titre exceptionnel.

En 1931, il prend le commandement du 3e régiment d'aviation de chasse à Châteauroux. En septembre 1933, après un stage effectué au Centre des hautes



études militaires, il est désigné pour exercer le commandement de la 3e brigade aérienne de chasse à Tours, avec le grade de colonel.

Promu général de brigade en 1936, il est le plus jeune général de France et commande la 23e brigade aérienne. Il dirige ensuite le centre d'expériences de Reims puis il est placé, en 1938, à la tête de la 4e région aérienne.



Général de division le 1er mai 1939, il est nommé inspecteur général des Écoles et occupe la chaire d'aéronautique au collège des hautes études de la Défense nationale. À la veille de la déclaration de guerre, promu général de corps aérien, il assume un des commandements les plus importants de l'Armée de l'air.

En septembre 1939, le général Gamelin nomme François d'Astier à la tête de la zone d'opérations aériennes du Nord (Z.O.A.N) qui comprend les deux tiers des forces aériennes françaises et qui va subir la totalité de l'offensive allemande. En mai et juin 1940, il dirige la bataille aérienne de France.

Partisan de replier l'aviation en Afrique du Nord pour continuer la lutte, il rencontre, le 8 juin à Maintenon, l'amiral Darlan qui l'assure du concours de la flotte française, discours réitéré six jours plus tard à Montbazon.

Le 15 juin, à Bordeaux où s'est replié le gouvernement, il reçoit l'appui de Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, mais son projet s'effondre le lendemain à la suite de la nomination de l'amiral Darlan au poste de ministre de la Marine dans le nouveau gouvernement formé par le maréchal Pétain.

Trahi par Darlan, il est relevé de son commandement et menacé d'arrestation par le général Pujo, nouveau ministre de l'Air. Il est alors contraint de s'éloigner de la France et d'accepter le commandement des forces aériennes du Maroc sous la surveillance des services de renseignements.

Le 4 juillet 1940, au lendemain de l'agression britannique contre les navires de la Marine française à Mers el-Kébir, qui tue près de 1 500 militaires français, François d'Astier refuse d'effectuer des représailles contre les navires anglais stationnés à Gibraltar. En août, il refuse de signer le mandat d'informer contre un officier de son état-major, le lieutenant Pierre Mendès France, accusé de désertion. Son insubordination engendre sa mise à l'écart par l'État-Major de l'Armée française. François d'Astier est relevé de son commandement le 23 août 1940.

Rentré en France, il se mêle aux activités de La Dernière Colonne, petit groupe de résistants que dirige son frère Emmanuel, qui comprend notamment Lucie et Raymond Aubrac mais également Jean-Annet et Bertrande d'Astier, les propres enfants de François : Rançay, la propriété de François d'Astier, est une antenne de l'organisation qui devient quelques mois plus tard Libération-Sud, un des plus vastes mouvements de la Résistance. Le 9 mai 1941, il prend courageusement la défense de Pierre Mendès France lors de son procès.

En mai 1942, son frère Emmanuel lui apporte de Londres une lettre du général de Gaulle l'appelant à le rejoindre. Après plusieurs tentatives manquées, il réussit à gagner Londres par Lysander, le 18 novembre 1942. Le 1er décembre, il est nommé adjoint au général de Gaulle et membre du Haut comité militaire.

Du 19 au 22 décembre 1942, il est en mission à Alger où il est chargé d'étudier la situation et de préparer la venue du général de Gaulle en Afrique du Nord. Il y rencontre plusieurs personnalités dont le « comte de Paris », le général Giraud et l'amiral Darlan, haut-commissaire pour l'Afrique du Nord, dont il constate l'impossibilité d'obtenir son retrait volontaire. Ses entrevues secrètes avec son frère Henri d'Astier et le « comte de Paris » aboutissent, le 24 décembre, à l'élimination de l'amiral Darlan.

Le 3 juillet 1943, un mois après l'installation du général de Gaulle à Alger, François d'Astier est nommé commandant des Forces militaires françaises en Grande-Bretagne puis, le 16 octobre, commandant supérieur des troupes françaises en Grande-Bretagne. Le 3 décembre 1943, il est nommé délégué militaire à Londres du Comité d'action en France, le COMIDAC, et délégué auprès du Haut-Commandement interallié pour les questions d'administration militaire en France sur le théâtre d'opérations Nord.

En janvier 1944, il étudie et prépare, auprès du général Eisenhower, la participation militaire française aux futures opérations de débarquement.

En avril 1944, il est rappelé par le général de Gaulle à Alger et remplacé à Londres par le général Koenig.

Envoyé en mission en Espagne en juin, il retourne à Londres le 20 juillet 1944 puis rejoint le général de Gaulle après la libération de Paris.

François d'Astier est fait compagnon de la Libération le 8 novembre 1944.

Le 3 juillet 1943, un mois après l'installation du général de Gaulle à Alger, François d'Astier est nommé commandant des Forces militaires françaises en Grande-Bretagne puis, le 16 octobre, commandant supérieur des troupes françaises en Grande-Bretagne. Le 3 décembre 1943, il est nommé délégué militaire à Londres du Comité d'action en France, le COMIDAC, et délégué auprès du Haut-Commandement interallié pour les questions d'administration militaire en France sur le théâtre d'opérations Nord.

En janvier 1944, il étudie et prépare, auprès du général Eisenhower, la participation militaire française aux futures opérations de débarquement.

En avril 1944, il est rappelé par le général de Gaulle à Alger et remplacé à Londres par le général Koenig. Envoyé en mission en Espagne en juin, il retourne à Londres le 20 juillet 1944 puis rejoint le général de Gaulle après la libération de Paris.

François d'Astier est fait compagnon de la Libération le 8 novembre 1944.

Nommé ambassadeur de France à Rio de Janeiro le 8 novembre 1944, il milite à partir du mois de mars 1946 en faveur du retour au pouvoir du général de Gaulle — il fonde l'Union gaulliste avec René Capitant — jusqu'à sa mort en 1956. Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise (10e division).

Il épouse Anne de Salignac-Fénelon (1890-1952) en 1910, avec laquelle il a six enfants parmi lesquels trois ont été décorés pour faits de résistance, notamment Jean-Annet d'Astier de La Vigerie.

Fait unique dans l'ordre de la Libération, ses frères Emmanuel et Henri sont également compagnons de la Libération.

Texte : wikipédia

Photos :
http://albindenis.free.fr/Site_escadrille/Astier_de_la_Vigerie.htm

Livres

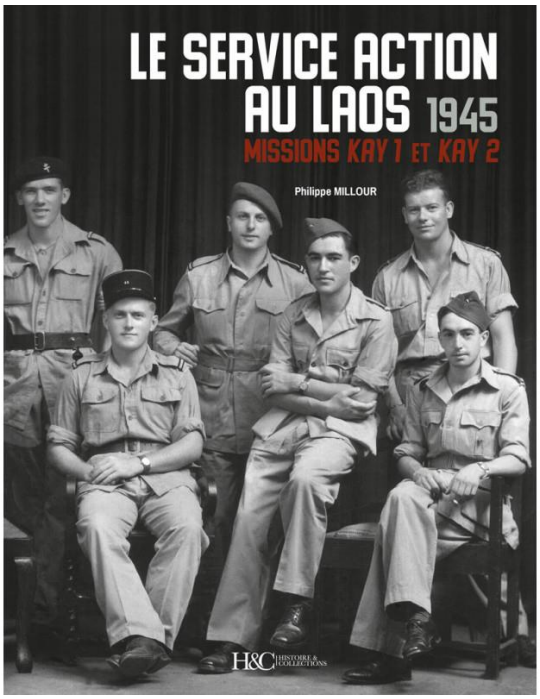
Certains le savent déjà, deux officiers du 3ème Hussards publient un livre illustré pour les 4-8 ans, relatant quelques détails de la vie quotidienne en opérations dans le désert africain : Les aventures de Bonhomme en Afrique . Une belle occasion de transmettre, d'expliquer aux plus petits (et à ceux qui leur lisent des histoires) ce que font les militaires, concrètement, lorsqu'ils partent si longtemps. Parfois anodines pour ceux qui les vivent, les situations décrites feront s'agrandir les yeux de ceux qui n'y étaient pas ! Une initiative pour aider les familles et accompagner les séparations de longue durée que sont les OPEX. Le livre est en cours d'impression et sera disponible à partir de fin Juin 2020 en librairie ou sur le site de l'éditeur TEQUI (13,50€). Pour les régiments et les sociétés · Commandes de grandes quantités directement à l'éditeur = livraison possible dès mi-Juin : commercial@editionstequi.com - 01 75 57 94 06 · Série spéciale possible à partir de 1000 exemplaires (page de préface + logo inséré …voire couverture particulière). Prix négociable en direct avec l'éditeur. Pitch « Dis, c'est comment de vivre dans le désert ? ». Saints-cyriens et pères de familles, le lieutenant Y et le lieutenant Z forment un binôme dans la vraie vie, au quartier comme en opérations. L'un dessine pour ses enfants quand l'autre écrit pour les siens. C'est donc les pieds dans le sable et sous un soleil de plomb, entre deux actions dans le désert malien, qu'a jailli l'idée de ce livre. Écoutez ! Les voilà qui racontent aux plus jeunes ces petites choses dont on ne sait rien d'habitude ! Pour le plaisir de transmettre et celui de voir s'étonner les enfants ...comme les adultes !

LE SERVICE ACTION AU LAOS

Philippe Lamour

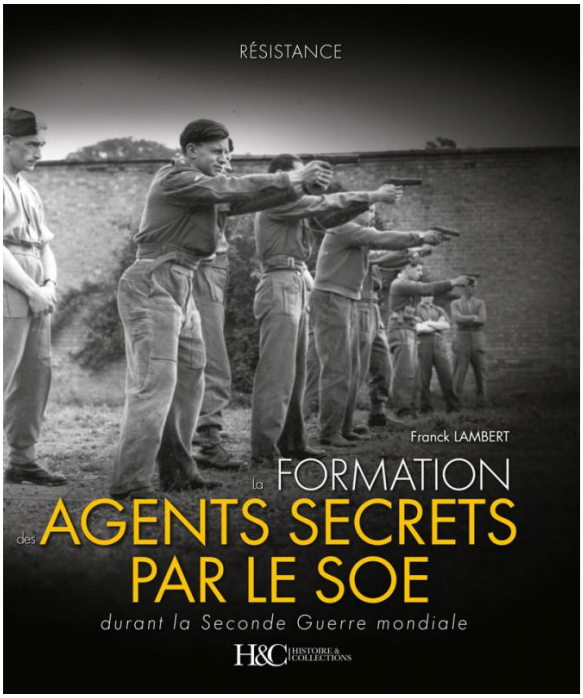
Le 15 août 1945, l'empereur Hiro-Hito annonce la reddition du Japon. Profitant de la confusion qui s'en suit et de la faiblesse de la France, les mouvements indépendantistes font tout pour empêcher son retour dans l'Union. Au Laos, indépendantistes Lao-Issara et Viêt-Minh vont s'opposer aux quelque 500 combattants de la guérilla franco-laotienne, qui entretiennent à eux seuls l'illusion d'une présence française.

Mais ceux-ci, pour tenir, doivent impérativement être renforcés. Les seuls renforts que pourra leur envoyer le général Leclerc, consistent en quelques dizaines de parachutistes du Service Action de la DGER (Direction Générale des Études et Recherches) à Calcutta. La plupart d'entre eux ont une bonne expérience opérationnelle, ayant déjà été parachutés en France occupée, mais peu connaissent ce théâtre d'opérations.
Au total, 120 parachutistes seront aérotransportés mi-octobre 1945, depuis Jessore aux Indes jusqu'à Savannakhet et Paksé au Moyen-Laos : ce seront les missions Kay 1 et Kay 2. Celles-ci se révéleront plus difficiles que la simple « mission diplomatique armée » initialement imaginée. Kay 1 et Kay 2 donneront naissance début 1946 aux 1er et 2e Commandos franco-laotiens.



L'auteur

Philippe Millour est le neveu de l'un de ces parachutistes : suite au coup de force japonais du 9 mars 1945, son oncle Maurice Millour, élève au lycée Albert Sarraut d'Hanoi, va rejoindre à pied la frontière chinoise depuis le Tam Dao, puis gagner Kunming et finalement Calcutta où il va s'engager dans le DGER. Depuis plusieurs années maintenant, Philippe Millour essaie de retrouver les détails de la carrière militaire de son oncle qui sera tué lors de son troisième séjour en Indochine, trois semaines avant le cessez-le-feu du 27 juillet 1954.



FORMATION AGENTS SECRETS PAR LE SOE
Franck Lambert

Pour la première fois en langue française, la présentation complète de la sélection et de la formation, dans les différentes écoles clandestines, des agents secrets alliés durant la Seconde Guerre mondiale.

Pendant ces années de guerre, les agents secrets de toute l'Europe occupée vont être formés dans le secret le plus total par le *Special Operations Executives* (SOE).

Que l'on se souvienne de la fameuse phrase du Premier ministre britannique en 1940, Winston Churchill, car à peine nommé, il veut : "*set Europe abrase!*" ou "*mettre en feu l'Europe !*". Et pour cela, il crée un nouvel organisme ultra-secret : le *Special Operations Executive* (SOE).

Des centaines d'agents, hommes et femmes, formés dans les écoles en Angleterre, au Canada, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, seront parachutés dans les pays occupés par les Nazis et les Japonais pour effectuer des missions de renseignement, de sabotages et d'éliminations d'ennemis.

L'auteur

Franck Lambert, passionné par l'histoire militaire, et en particulier celle de la Seconde Guerre mondiale, a travaillé durant des années au coeur des archives des services secrets et a découvert nombre d'extraordinaires biographies d'hommes et de femmes qui n'ont pas hésité à se sacrifier pour que la France puisse retrouver sa liberté. Franck Lambert a publié "*Les saboteurs de la France combattante*" aux Éditions Sophia Histoire & Collections.

LES MISSIONS SPECIALES PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE
Olivier Lahaie

Derrière le qualificatif de « spéciales » se cachaient des missions, organisées par les services de renseignements et le Service aéronautique français au cours de la Grande Guerre.

S'il s'agissait d'acquérir du renseignement sur l'adversaire (et parfois de saboter ses voies ferrées), leur particularité résidait dans le fait que les agents étaient transportés la nuit par avion derrière les lignes ennemies… Une innovation certes, mais qui était surtout un véritable défi technique et humain, en ces temps où l'aviation militaire en était encore à ses balbutiements !

Ces missions furent organisées dans le plus grand secret, par des gens dont l'imagination créatrice résolut d'innombrables problèmes. Particulièrement risquées pour ceux qui les exécutaient, elles permirent très souvent d'obtenir les effets escomptés par le haut commandement.

Elles révélèrent enfin des personnalités hors-normes, « missionnaires » héroïques (tels ces douaniers et soldats anonymes, originaires des Ardennes), ou pilotes casse-cous (tels les fameux Védrines, Guynemer ou Navarre, et bien d'autres As français encore).

Cent ans après les faits, une étude précise de ces missions spéciales restait à mener. Voici pourquoi Olivier Lahaie a décidé de combler ce vide historiographique.

L'auteur :

Docteur en histoire moderne et contemporaine, le lieutenant-colonel Olivier Lahaie s'est spécialisé dans l'étude des services de renseignements entre 1870 et 1945. Affecté pendant plusieurs années au Service Historique de l'Armée de Terre (Vincennes), puis à Saint-Cyr Coëtquidan comme chef du département Histoire et Géographie et chercheur au Centre de Recherches, il a ensuite été chef de cabinet du chef du Service Historique de la Défense. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Mémoires du chef des services secrets de la Grande Guerre et Guerre des services spéciaux en Afrique du Nord 1941-1944 chez Histoire et Collections.